

**COMMISSION DE DISCIPLINE DE LA SECTION DISCIPLINAIRE DU CONSEIL ACADÉMIQUE DE
L'UNIVERSITÉ DE TOURS
FORMATION COMPÉTENTE À L'ÉGARD DES USAGERS****Décision n°U2024-7 concernant** [REDACTED]

Audience du 12 février 2024

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 811-5 et R. 811-10 et suivants du Code de l'éducation ;

Vu la lettre de convocation à une audience du Président de l'université de Tours en date du 16 novembre 2023 adressée à [REDACTED] par courriel dont il a été accusé réception le 17 novembre 2023 ;

Vu le courrier en date du 7 décembre 2023, adressé par courriel, et proposant la sanction de blâme à [REDACTED] ;

Vu le courriel en date du 7 décembre 2023 par lequel [REDACTED] accepte la sanction proposée ;

Vu le courrier de saisine de la section disciplinaire par M. le Président de l'université de Tours en date du 11 décembre 2023 ;

Vu la convocation à l'audience devant la Commission de discipline en date du 24 janvier 2024 adressée par courriel électronique ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Ont été entendues au cours de l'audience :

- Les observations de [REDACTED], ayant eu la parole en dernier.

Considérant ce qui suit :

1. [REDACTED], né le 25 août 1998, alors étudiant en première année de Master Marketing des services durant l'année universitaire 2022 – 2023, est mis en cause pour avoir commis une fraude ou une tentative de fraude constituée par du plagiat dans la rédaction de son mémoire. [REDACTED] ayant reconnu les faits, le Président de l'université lui a proposé une sanction de blâme à l'issue de la procédure disciplinaire de reconnaissance des faits prévue à l'article R. 811-40 du code de l'éducation. Cette proposition ayant été acceptée par l'intéressé, le Président de l'université a saisi la formation de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers.

2. D'une part, l'article R. 811-11 du code de l'éducation prévoit que « Relève du régime disciplinaire prévu aux articles R. 811-10 à R. 811-42 tout usager de l'université lorsqu'il est auteur ou complice, notamment : 1° D'une fraude ou d'une tentative de fraude commise notamment à l'occasion d'une inscription, d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours ». D'autre part, l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle définit le délit de contrefaçon comme « toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une œuvre de l'esprit en



violation des droits de l'auteur, tels qu'ils sont définis et réglementés par la loi ». Sous l'empire de ces dispositions, une contrefaçon constitue une fraude pouvant faire l'objet d'une sanction disciplinaire.

3. Il ressort des pièces du dossier et de l'audience que [REDACTED] a repris à son compte la structure et reformulé en très grande partie, sans le citer, le mémoire de [REDACTED] intitulé « L'effet d'expérience en magasin sur l'achat impulsif dans un contexte de supermarché » écrit en 2012, publié sur Internet et protégé par le droit d'auteur. L'intéressé fait valoir au soutien de sa défense qu'il n'a bénéficié, au cours de sa première année de master, d'aucun enseignement portant sur la méthodologie de la recherche scientifique. Il insiste sur le fait qu'il a systématiquement recherché à reformuler les idées formulées par l'auteur initial. Enfin, il indique avoir rencontré des problèmes personnels l'ayant empêché de réaliser son mémoire dans de bonnes conditions.

4. Dans ces conditions, la Commission de discipline considère que les faits, dont la matérialité n'est pas contestée par l'intéressé, sont constitutifs d'une fraude consistant en une contrefaçon au sens de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle. Pour autant, eu égard à l'importance de la contrefaçon commise par [REDACTED], la Commission de discipline estime que la sanction de blâme proposée par le Président de l'université est insuffisamment proportionnée.

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1 : La sanction de blâme proposée à [REDACTED], et acceptée par lui, est rejetée.

Article 2 : La présente décision est notifiée à [REDACTED], à M. le Président de l'université de Tours et au Recteur d'académie.

Article 3 : La présente décision est affichée dans les locaux de l'université.

Délibérée après l'audience du 12 février 2024, à laquelle siégeaient :

- Mme Sandrine DALLET-CHOISY, Maîtresse de conférences, Présidente de la Commission de discipline
- Mme Jackie VERGOTE, Maîtresse de conférences, rapporteure
- M. Stéphane SERVAIS, Professeur des universités
- M. Dimitry ABAFOUR, usager, rapporteur
- Mme Iona AYREAULT, usager
- M. Lucien PERRUCHE, usager

en présence de M. Thomas THUILLIER, Secrétaire de la Section disciplinaire.

Tours,

La Présidente de la Commission de discipline

Le Secrétaire de la Section disciplinaire

Signé le 26 février 2024

Mme Sandrine DALLET-CHOISY

M. Thomas THUILLIER



VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux :

- Par courrier adressé au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans Cedex 1 ;
- Par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.



NOTICE EXPLICATIVE

SIGNIFICATION DES SANCTIONS DISCIPLINAIRES APPLICABLES AUX USAGERS DES ETABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Une sanction vous a été proposée par le Président de l'université ou a été prononcée à votre rencontre par la commission de discipline. Vous trouverez ci-dessous une notice explicative de ces sanctions.

Le régime disciplinaire universitaire des usagers est régi par les articles R.811-10 à R. 811-42 du code de l'éducation.

Qui peut engager des sanctions à mon rencontre ?

L'engagement des poursuites s'opère par le Président de l'université ou par le recteur de région académique de sa propre initiative ou sur saisine de toute personne s'estimant lésée par les faits imputés à l'étudiant.

Qui peut prononcer des sanctions à mon rencontre ?

Seule la commission de discipline peut prononcer des sanctions à l'égard des étudiants de l'université.

Quels types de sanctions peuvent être prononcés à mon rencontre ?

Sept catégories de sanctions peuvent être prononcées à l'encontre d'un étudiant. Vous trouverez ci-dessous ces sanctions, numérotées par ordre croissant de sévérité, accompagnées de leur signification.

1. L'avertissement

L'avertissement est une sanction qui figure dans le dossier de l'étudiant. Il est effacé du dossier au terme d'un délai de trois ans si aucune autre sanction n'a été prononcée durant cette période.

L'avertissement est le premier grade dans l'échelle des sanctions. Il sanctionne un comportement fautif de l'étudiant mais constitue une sanction mineure.

2. Le blâme

Le blâme est une sanction qui figure dans le dossier de l'étudiant. Il est effacé du dossier au terme d'un délai de trois ans si aucune autre sanction n'a été prononcée durant cette période.

A l'instar de l'avertissement, le blâme est un rappel à l'ordre pour un comportement fautif de l'étudiant mais présente un caractère de gravité supérieur à l'avertissement.

3. La mesure de responsabilisation

La mesure de responsabilisation est une sanction qui figure dans le dossier de l'étudiant. Elle est effacée au terme d'un délai de trois ans si aucune autre sanction n'a été prononcée durant cette période.



La mesure de responsabilisation est une sanction autonome ou alternative à une autre sanction. Cela signifie qu'elle peut être prononcée comme une sanction en tant que telle ou qu'elle peut constituer une alternative à une sanction plus grave à savoir l'exclusion. La mise en place d'une telle mesure est subordonnée à la signature par l'étudiant d'un engagement à la réaliser. En cas de refus de signer l'engagement ou en cas d'inexécution de la mesure, la commission de discipline détermine la sanction applicable.

La mesure de responsabilisation consiste, en dehors des heures d'enseignement, à participer bénévolement à des activités de solidarité, culturelles ou de formation à des fins éducatives. Elle peut être exécutée au sein de l'université ou dans une autre structure d'accueil déterminée par l'université de Tours : associations, collectivités territoriales, groupements rassemblant des personnes publiques ou administrations de l'Etat.

La durée d'une mesure de responsabilisation ne peut excéder 48 heures.

La mesure de responsabilisation doit respecter la dignité de l'étudiant, ne pas l'exposer à des dangers pour sa santé et demeurer en adéquation avec ses capacités.

4. L'exclusion de l'université de Tours pour une durée maximum de cinq ans

L'exclusion de l'université est une sanction qui figure au dossier de l'étudiant. Elle peut être prononcée avec sursis si l'exclusion n'excède pas deux ans.

Sans être assortie de sursis, cette sanction entraîne l'interdiction, pendant une durée maximale de cinq ans, de prendre toute inscription à l'université de Tours, de subir des examens sanctionnant ces formations ainsi que de subir, au sein de l'université de Tours, tout examen conduisant à un diplôme national.

5. L'exclusion définitive de l'université de Tours

L'exclusion définitive de l'université est une sanction qui figure au dossier de l'étudiant.

Elle entraîne l'interdiction de prendre toute inscription à l'université de Tours, de subir des examens sanctionnant ces formations ainsi que de subir, au sein de l'université de Tours, tout examen conduisant à un diplôme national.

6. L'exclusion définitive de tout établissement public d'enseignement supérieur pour une durée maximum de cinq ans

L'exclusion définitive de tout établissement public d'enseignement supérieur pour une durée maximum de cinq ans est une sanction qui figure au dossier de l'étudiant. Aucun sursis n'est possible concernant cette sanction.

Elle entraîne l'interdiction, pendant une durée maximale de cinq ans, de prendre toute inscription dans tout établissement public d'enseignement supérieur dispensant des formations post-baccalauréat (ex. université), de subir des examens sanctionnant ces formations ainsi que de subir tout examen conduisant à un diplôme national.

7. L'exclusion définitive de tout établissement public d'enseignement supérieur

L'exclusion définitive de toute université est une sanction qui figure au dossier de l'étudiant.

Elle entraîne l'interdiction de prendre toute inscription dans tout établissement public d'enseignement supérieur dispensant des formations post-baccalauréat (ex. université), de subir des examens sanctionnant ces formations ainsi que de subir tout examen conduisant à un diplôme national.

Une sanction m'a été proposée par le Président de l'université, m'est-elle applicable directement ?

Non. Seule la commission de discipline est compétente pour prononcer des sanctions à l'égard des étudiants de l'université.

Comment fonctionne la procédure de proposition de sanction (procédure de « plaider-coupable ») ?

En cas de fraude ou tentative de fraude commise notamment à l'occasion d'une inscription, d'une épreuve de contrôle continu ou d'un concours (ex. tricherie), et lorsque l'étudiant reconnaît les faits, le Président de l'université peut proposer une sanction à l'étudiant parmi les suivantes :

- Avertissement ;
- Blâme ;
- Mesure de responsabilisation ;
- Exclusion de l'université pour une durée n'excédant pas un an, éventuellement assorti de sursis.

Dans ce cas, il existe deux possibilités :

1. Si l'étudiant accepte la proposition : le Président de l'université saisit le Président de la Section disciplinaire afin qu'il réunisse la commission de discipline qui se prononcera sur la proposition de sanction.
 - Si la commission de discipline adopte la proposition de sanction, le Président de la Section disciplinaire la notifie à l'étudiant, au Président d'université et au recteur de région académique. Elle s'applique alors immédiatement.
 - Si la commission de discipline n'adopte pas la proposition de sanction, le Président d'université engage les poursuites devant la Section disciplinaire. La procédure disciplinaire reprend alors au début.
2. Si l'étudiant n'accepte pas la proposition : le Président de l'université engage les poursuites devant la Section disciplinaire. La procédure disciplinaire reprend alors au début.

Que se passe-t-il en cas de fraude commise à l'occasion d'une inscription ?

Toute sanction prononcée dans le cas d'une fraude ou d'une tentative de fraude commise à l'occasion d'une inscription entraîne la nullité de l'inscription.

Que se passe-t-il en cas de fraude commise à l'occasion d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours ?

Toute sanction prononcée dans le cas d'une fraude ou d'une tentative de fraude commise à l'occasion d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours entraîne pour l'étudiant la nullité de l'épreuve correspondante (ex. : examen terminal), du groupe d'épreuves (ex. : ensemble de l'unité d'enseignement) ou de la session d'examen. La nullité signifie l'application de la note 0/20.

En fonction de la portée de la sanction et de vos résultats, elle est susceptible d'entraîner l'ajournement du semestre, voire de l'année. Dans ce cas, vous devrez redoubler votre année. Si l'examen comporte un second groupe d'épreuves, vous êtes autorisé à y participer.

En fonction de la portée de la sanction et de vos résultats, l'inscription en année supérieure est possible. Pour rappel, les sanctions d'exclusion temporaire non assorties de sursis ainsi que les sanctions d'exclusion définitive de l'établissement ou de tout établissement d'enseignement supérieur entraînent l'interdiction de prendre des inscriptions dans l'établissement ou les établissements publics dispensant des formations post-baccalauréat, de subir des examens sanctionnant ces formations ainsi que de subir tout examen conduisant à un diplôme national.



Que se passe-t-il en cas de fraude commise après l'inscription ?

Lorsqu'une sanction est prononcée en raison d'une fraude ou d'une tentative de fraude après l'inscription, la délivrance du diplôme ou l'admission à l'examen ou au concours devient nulle. En conséquence de cette nullité, l'autorité administrative compétente retire l'inscription, le diplôme ou l'admission à l'examen ou au concours, le cas échéant, elle saisit le jury pour une nouvelle délibération portant sur les résultats obtenus par l'étudiant.

DES QUESTIONS ?

Université de Tours
Secrétariat de la Section disciplinaire – Thomas THUILLIER
60, rue du Plat d'Étain
BP 12050
37020 Tours Cedex 01
Tél. : 02.47.36.68.25
Mail. : section.disciplinaire@univ-tours.fr

